

## PORTRAIT-ROBOT D'UN ÉLECTEUR DU FRONT NATIONAL



**SYLVAIN CRÉPON  
JÉRÔME FOURQUET  
JOËL GOMBIN  
NICOLAS LEBOURG  
DOMINIQUE ALBERTINI**

**PORTRAIT-ROBOT D'UN ÉLECTEUR  
DU FRONT NATIONAL**

---

**SYLVAIN CRÉPON**

**JÉRÔME FOURQUET**

**JOËL GOMBIN**

**NICOLAS LEBOURG**

**DOMINIQUE ALBERTINI**

**Sylvain Crépon** est membre de l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean-Jaurès, maître de conférences en science politique à l'Université de Tours et membre du Laboratoire d'étude et de recherche sur l'action publique (LERAP) de cette même université. Auteur de travaux sur l'extrême droite et le Front national ainsi que sur les nouvelles minorités religieuses en France et en Europe, il a notamment publié *Les faux-semblants du Front national* (Presses de Sciences Po, 2015) et *Enquête au cœur du nouveau Front national* (Nouveau Monde Éditions, 2012).

**Jérôme Fourquet** est directeur du département « Opinion et stratégie d'entreprise » à l'Ifop. Pour la Fondation Jean-Jaurès, il est notamment l'auteur de *L'an prochain à Jérusalem ? Les Juifs de France face à l'anti-sémitisme* (avec Sylvain Manternach, préface de Michel Wieviorka, L'Aube/Fondation Jean-Jaurès, janvier 2016) et de *Karim vote à gauche et son voisin vote FN. Sociologie électorale de l'immigration* (préface de Gilles Finchelstein, L'Aube/Fondation Jean-Jaurès, novembre 2015).

**Joël Gombin** est politiste (CURAPP-ESS/Université de Picardie-Jules Verne), spécialiste de sociologie électorale. Il enseigne notamment à Sciences Po Paris et Sciences Po Aix. Il est membre de l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean-Jaurès et l'auteur notamment de *Le Front national* (Eyrolles, 2016).

**Nicolas Lebourg** est chercheur associé au Centre d'études politiques de l'Europe latine (UMR 5112 CNRS-Université de Montpellier) et *research fellow*, programme « History of Fascism in Europe and Eurasia », Institute for European, Russian and Eurasian Studies, George Washington University. Il est membre de l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean-Jaurès. Il est notamment l'auteur de *Les extrêmes droites en Europe* (avec Jean-Yves Camus, Seuil, 2015) et de *Lettres aux Français qui croient que cinq ans d'extrême droite remettraient la France debout* (Les Échappés, 2016).

**Dominique Albertini** est journaliste à *Libération*, en charge du Front national. Avec David Doucet, il a co-écrit deux ouvrages : *Histoire du Front national* (Éd. Taillandier, novembre 2014) et *La fachosphère. Comment l'extrême droite remporte la bataille du net* (Flammarion, septembre 2016).

## INTRODUCTION

**Jean-Yves Camus**

directeur de l'Observatoire des radicalités politiques  
de la Fondation Jean-Jaurès

Comme le dit très justement Dominique Albertini, « le personnage dont nous allons parler est peut-être l'acteur central de l'élection présidentielle 2017 ». Travailler sur le Front national, l'Observatoire des radicalités politiques l'a fait et le fait bien évidemment, au même titre que toutes les autres radicalités, qu'elles soient politiques ou religieuses. Mais le Front national reste en France un parti politique à part. Et c'est notre rôle, tout en analysant ses évolutions, de continuer à l'affirmer. Un parti politique à part d'abord par son histoire, mais aussi par son idéologie, ses propositions, et par ce que pensent ses adhérents et ses sympathisants sur de nombreux sujets.

C'est pourquoi, à l'aube de l'élection présidentielle de 2017, il nous a semblé important de faire cette rencontre et de publier ce cahier. Au moment où la démocratie est attaquée de l'intérieur et de l'extérieur, les chercheurs peuvent être utiles pour apporter un certain nombre de réponses et d'éclairages. C'est le rôle de notre Observatoire et de la Fondation Jean-Jaurès.

Jérôme Fourquet va ici présenter les enseignements d'une enquête inédite sur les jeunes adhérents du Front national, ce qui constitue le « Front de demain » ; Joël Gombin va lui s'intéresser non

plus à l'échelon des militants mais à l'échelon de ceux qui votent pour le Front national, afin de mettre en perspective les dynamiques actuelles de cet électorat ; Nicolas Lebourg à la stratégie « idéologique » du FN et aux éléments contextuels qui doivent être pris en compte dans l'explication de cette dynamique électorale du FN ; enfin Sylvain Crépon s'attachera à la problématique du recrutement des militants au sein du Front national et à la stratégie électorale de ce parti. Bonne lecture !

## INTERVENTIONS

### **Dominique Albertini**

Le personnage dont nous allons parler est peut-être l'acteur central de l'élection présidentielle de 2017. Il s'agit en quelque sorte d'un personnage collectif : l'électeur du Front national, soit plus de 6 millions de personnes lors des dernières élections régionales. Plus qu'aucun autre, ce personnage est scruté, interrogé : on lui demande qui il est et d'où il vient, ce qu'il compte faire et pourquoi, quelles sont ses valeurs. Mais aussi s'il adhère complètement au discours frontiste ou s'il n'exprime, par son vote, qu'une colère passagère. Pourquoi cette attention ? Parce que, depuis bientôt trente ans, cet électeur bouleverse le jeu politique en faisant le choix d'un parti qui prétend contester radicalement le « système ». Et que, dans les plus récents sondages sur la prochaine élection présidentielle, ils sont près de 30 % à envisager de voter pour la représentante du Front national. L'enjeu est assez important pour nous placer aujourd'hui devant ce paradoxe : celui d'un parti volontiers critique vis-à-vis de l'« intelligentsia », mais dont l'étude mobilise un nombre inégalé de chercheurs, de sondeurs et de journalistes.

Dans les interventions qui vont suivre, nous allons aborder cet électorat sous toutes ses coutures : du point de vue politique, mais aussi social, géographique et intellectuel. Sans oublier de nous intéresser à cette catégorie particulière des électeurs FN : les militants du parti, « petites mains » des campagnes à venir. Plusieurs grandes questions vont guider notre enquête. Et d'abord la plus évidente : pourquoi vote-t-on

pour le Front national – c'est-à-dire pour une offre politique faisant de la frontière, de la fermeture, la réponse systématique aux maux de l'époque ? Quelles sont les catégories les plus pertinentes pour lire ce vote ? Et notamment faut-il retenir le clivage entre centres et périphéries ? Qui ne figure pas ou peu dans cet électorat ? Jusqu'à où le parti peut-il espérer repousser les bornes de ce « peuple frontiste » ? Et comment, dans ce processus, peut-il espérer échapper à son éternel dilemme : normaliser son image sans perdre le bénéfice de la radicalité, qui demeure pour le parti une marque distinctive et une ressource politique ?

### Jérôme Fourquet

Ouvrons le bal avec cette première enquête de l'IFOP, qui ne porte pas à proprement parler sur l'électeur-type mais complète la sociologie de l'électorat, qui est déjà assez connue et étudiée. Il s'agit en effet d'une enquête inédite menée sur un échantillon restreint mais assez conséquent de 200 adhérents du FNJ (Front national de la jeunesse), la branche jeune du Front national. Une moitié a été interrogée lors de l'université d'été de 2015, et l'autre partie de l'échantillon, une centaine d'individus, a été interrogée par un questionnaire auto-administré. Cette enquête nous a donc permis de disposer de données sur le profil familial, culturel et sociologique de cette nouvelle génération militante.

Nous traiterons successivement trois points. Tout d'abord, l'environnement familial, ce qu'on a appelé dans notre rapport un processus de reproduction idéologique : les enfants du Front. Un deuxième point portera sur le profil sociopolitique de cette jeune garde frontiste : c'est le Front de demain. Le troisième point concernera leur rapport au FN, leurs activités militantes et leur aspiration à exercer des

mandats – c'est l'un des points importants. Aux élections départementales de 2015, le Front national est en effet le parti qui a aligné le plus de jeunes candidats. Même si c'est plus facile à faire que dans d'autres partis, où il y a des têtes grises qui encombrant les rangs et les affiches, les opportunités offertes aux jeunes n'en restent pas moins un puissant vecteur de recrutement.

Revenons donc tout d'abord sur l'environnement familial. Pourquoi s'intéresser à cette question ? Quand le Front national émerge au début des années 1980, on se pose alors la question de savoir si c'est un énième feu de paille de l'extrême droite française type mouvement Poujade, ou s'il s'inscrit dans la durée. On serait tenté de dire que, si on se pose encore la question en 2016, on a la réponse. C'est un mouvement qui s'est durablement inscrit depuis plus de trente ans sur le territoire.

Mais il s'inscrit aussi dans les généalogies, dans les familles. Quand on se pose la question de savoir pourquoi des jeunes se mettent aujourd'hui à voter Front national, il faut comprendre que ce sont des personnes qui sont nées au milieu ou à la fin des années 1980, au moment où le FN a percé. Leurs parents étaient déjà en âge de voter à l'époque. Or on se rend compte que beaucoup de ces jeunes sont issus de familles elles-mêmes pas forcément adhérentes, mais en tout cas proches des idées frontistes. Il n'y a donc pas de phénomène de « génération spontanée ».

C'est une illustration supplémentaire de l'enracinement de ce mouvement, de ce courant de pensée dans le paysage social et politique français que d'observer un mouvement de reproduction et de transmission. Le fait qu'on ait des familles frontistes, comme on avait des familles gaullistes ou communistes, qui font des enfants qui se

mettent aussi à militer ou à voter pour ce parti en dit long sur l'ancrage de ce mouvement dans notre société.

Considérons une première question : « Est-ce que vos parents s'intéressent à la politique ? ». On voit qu'on est sur des niveaux de politisation importants : à peu près à 70 % de nos jeunes adhérents répondent que leurs parents sont des gens politisés. Il est intéressant de noter la différence entre les réponses des jeunes militants et celles des jeunes militantes. Les jeunes filles sont issues de milieux qui sont en moyenne beaucoup plus politisés que les garçons, 79 % contre 64 %.

Est-ce qu'on est dans le schéma de la transmission familiale ou au contraire de la rupture adolescente – je milite au Front pour « emmerder » mes parents ? C'est plutôt la première hypothèse qu'il faut privilégier, puisque 78 % des interviewés nous disent que leur mère « partage », ou est « très proche », ou « assez proche » des idées du FN. On est sur les mêmes proportions pour ce qui est du père. On est donc à plus de trois quarts (80 %) sur un phénomène de reproduction, avec à peu près 50 % de réponses « Mon père et ma mère sont très proches des idées du Front », et un peu plus d'un quart « assez proches » ; et ceux qui sont « assez proches » viennent plutôt de la droite, et 20 % d'ailleurs. On a donc un processus de reproduction familiale qui fait que le FN a pu s'installer dans le temps et dans le paysage, et également un apport allogène d'autres jeunes électeurs ou militants qui viennent de familles politiques qui sont éloignées du Front national, même si les gros bataillons sont très proches.

La distinction homme/femme est tout à fait importante parce que, dans toute la sociologie de l'extrême droite au niveau mondial, en Europe notamment, on constate toujours ce que les politistes appellent

un « gender gap », c'est-à-dire un vote ou une proximité aux idées d'extrême droite plus forte chez les hommes que chez les femmes. On retrouve cela aussi dans notre enquête : dans l'échantillon, il y avait deux tiers de garçons et un tiers de filles, donc une surreprésentation masculine, y compris dans les effectifs militants. On constate par ailleurs que, pour que des jeunes femmes fassent le pas ou la démarche d'adhérer au Front national, il faut qu'elles soient encore plus encouragées ou qu'elles baignent davantage que les garçons dans un univers frontiste. Si l'on prend la question « Est-ce que vos parents s'intéressent beaucoup à la politique ? », 22 % des hommes répondent positivement contre 58 % des jeunes femmes. « Est-ce que votre père est très proche des idées du FN ? », on est à 58 % chez les femmes et 47 % chez les hommes. L'écart maximum est obtenu à la question de la transmission *via* le rôle ou l'influence de la mère, puisque 71 % des jeunes militantes disent que leur mère est « très proche » des idées du FN contre 42 % des jeunes garçons.

Il y avait déjà eu des interrogations sur l'impact du remplacement de Jean-Marie Le Pen par Marine Le Pen. Hormis la rupture générationnelle, le fait que ce soit une jeune femme va-t-il permettre de réduire le *gender gap* ? On avait un certain nombre d'éléments qui tendaient à le prouver au niveau des enquêtes électorales, où l'on observait une montée du Front national chez les femmes depuis l'arrivée de Marine Le Pen, même si l'écart hommes/femmes existait encore. Mais, dans cette enquête, il est très intéressant de voir que, chez les jeunes adhérents, le rôle très déterminant des mères se fait jour.

Si l'on questionne sur « D'après vous qu'ont voté vos parents à la dernière élection présidentielle ? », on est à plus de 60 % pour Marine Le Pen. Si on « re-pourcentage » uniquement sur les suffrages

exprimés, on est aux alentours de 70 % pour Marine Le Pen à la présidentielle. Nous avons donc bien là un phénomène de reproduction. Quant aux transfuges – rappelons qu'on parle ici des adhérents et pas des électeurs –, ils viennent clairement de la droite sarkozyste, même si l'on a une petite minorité qui vient de la gauche.

Si l'on questionne l'origine ou le statut social des parents, on voit qu'on est sur une grande diversité de profils, avec une prévalence des catégories populaires. Employées pour les mères et ouvriers pour les pères. On trouve aussi des retraités parce qu'on interroge des jeunes qui ont entre 14 et 30 ans. Les femmes au foyer sont nombreuses. Mais on a aussi des CSP+. La ventilation n'est certes pas tout à fait conforme à la sociologie moyenne française, mais on voit que le Front national – et c'est aussi un élément explicatif de son enracinement dans la durée – est capable aujourd'hui de recruter, y compris des adhérents, un peu tous azimuts.

Cette diversité de profils sociologiques renvoie aussi à des spécificités ou des tendances plus marquées dans certaines régions que dans d'autres. Ici, si l'on considère les résultats sur la profession du père, on voit par exemple que, entre les jeunes adhérents de Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) et du Nord-Est, on a un recrutement qui va être plus professions indépendantes en tendance en PACA et un peu plus à consonance populaire ou ouvrière dans le Nord-Est, même si en PACA on aura aussi des catégories populaires et dans le Nord-Est également des professions indépendantes. Ces tendances qui se dégagent renvoient à des travaux menés sur les différents profils frontistes dans les différentes régions.

Autre variable investiguée dans la sociologie traditionnelle, l'appartenance ou les convictions religieuses. On est à 62 %, donc à peu

près deux tiers, de parents qui sont rattachés à l'univers catholique : soit des catholiques pratiquants, 16 % pour les mères et 11 % pour les pères ; soit des catholiques non pratiquants. Par rapport aux statistiques qu'on observe sur l'ensemble de la population française, on constate une surreprésentation des catholiques, mais essentiellement de ceux qu'on pourrait appeler les « catholiques culturels », c'est-à-dire pas forcément pratiquants mais qui sont de confession ou d'héritage catholique.

Autre élément, le parcours migratoire ou l'histoire migratoire de ces familles. Quasiment aucun des jeunes adhérents qu'on a interrogés n'a un père ou une mère issu de l'immigration, qu'il s'agisse d'une immigration de proximité ou plus lointaine. Cela est à mettre en rapport avec la question suivante, où l'on remonte au niveau des grands-parents. Un quart nous dit avoir au moins un grand-parent issu de l'immigration européenne. Sur le terrain, les chercheurs qui travaillent sur le FN ont croisé des profils de petits-enfants de Polonais dans le bassin minier du Pas-de-Calais, d'Italiens ou d'Espagnols dans le sud de la France par exemple, on les retrouve dans cette enquête. L'INSEE et l'INED s'accordent pour dire qu'à peu près un quart de la population française, à deux générations, a au moins une attache avec l'immigration, toute immigration confondue. Or ici, c'est un quart avec l'immigration européenne. Quand on se concentre sur l'immigration non européenne, on est sur des effectifs qui sont très faibles dans notre enquête. Il y a tout un battage du Front national aujourd'hui sur le collectif Banlieues patriotes, qui s'adresse avec un raccourci que beaucoup font entre les banlieues et l'immigration à cette population issue de l'immigration. Or on voit encore aujourd'hui qu'on est sur un recrutement qui est très massivement blanc dans les effectifs militants du Front national, y compris chez les jeunes.



Comme on avait l'occasion de questionner ces jeunes, on y est allé franchement sur toute une série de questions qu'on retrouve depuis longtemps dans l'étude de l'extrême droite, même si elles ont peut-être un peu moins de pertinence sur des publics très jeunes. C'est le cas notamment de la question « Est-ce qu'il y a des origines pied-noir dans la famille ? ». On sait que, dans un certain nombre de régions, notamment dans le sud de la France, l'émergence du Front national a été reliée à une présence pied-noir. Au niveau des parents de militants, ce qui est assez normal, on est sur des effectifs très faibles. Au niveau des grands-parents, on est à peu près à 10 %. Quand l'IFOP pose ces questions aux moyennes nationales, on est sur 3-4 %. Il y a donc une petite surreprésentation des descendants de pieds-noirs parmi les jeunes militants frontistes aujourd'hui. On voit ici que dans les histoires familiales, les choses ne s'effacent pas comme ça de génération en génération et que la question de la transmission des mémoires demeure importante pour comprendre les phénomènes politiques.

Toujours sur cette question du recrutement et de leur profil, on est sur 30 % qui sont en activité et qui sont dans des catégories qu'on va appeler populaires, et beaucoup également d'inactifs – mais, sur un public de 14-30 ans, cela renvoie d'abord à ceux qui sont encore scolaires (29%) ou étudiants. On a donc une prévalence assez marquée des recrutements populaires dans cet échantillon, malgré une certaine diversité.

Si l'on questionne ceux qui étaient en âge d'avoir voté et qui ont voté en 2012, on obtient 89 % pour Marine Le Pen et 82 % pour la génération du dessus. En 2007, pour ceux qui avaient voté, on était à 80 % pour Jean-Marie Le Pen, avec quelques voix qui s'étaient portées sur Nicolas Sarkozy, à peu près 10 % (au passage, c'est en gros l'étiage

qu'on a mesuré sur le niveau du vote des parents). Parmi ces jeunes adhérents, il y a donc une très grosse composante frontiste, un petit apport droitier et un apport marginal sur la gauche.

Ce qu'on constatait tout à l'heure sur les catholiques au niveau des parents est encore plus marqué. Ces jeunes adhérents, aux deux tiers aussi, se déclarent catholiques. Si on les compare aux jeunes de leur âge (18-35 ans) qu'on interroge dans nos enquêtes, il y a 30 points d'écart sur la réponse « catholique », nettement moins présente dans la jeunesse en générale. Il y a de surcroît une composante catholique pratiquante déclarée qui fait 22 % de nos effectifs militants contre 7 % en moyenne des jeunes Français du même âge. C'est un élément intéressant.

Pour les autres religions hors christianisme – musulmans, bouddhistes ou autres –, on est à 2 % sur les effectifs militants alors qu'on est à 12 % dans la jeunesse française, d'après les données de l'IFOP. On constate également quelques écarts régionaux, notamment une surreprésentation des catholiques pratiquants, même s'ils sont minoritaires, dans les effectifs de la région PACA, qui se trouve être le fief de Marion Maréchal-Le Pen, qui s'est pas mal investie sur ce segment-là.

Si l'on quitte maintenant la sociologie et qu'on entre dans l'univers des médias, on sait que le public militant du FN ne porte pas les journalistes dans son cœur, cette presse qui est souvent « aux ordres ». On en retrouve une trace très nette ici. Certes on a un effet de génération, avec un public très jeune, qui va être plus tenté de se tourner vers Internet. Mais les chiffres sont tout à fait impressionnants. « À qui faites-vous le plus confiance ? » : Internet à 66 %. On rejoint ici le débat

sur la « fachosphère ». La presse écrite nationale arrive tout en bas, c'est là aussi un effet de génération. Plus les jeunes adhérents ont des responsabilités et plus ils vont dire qu'ils font confiance et qu'ils se reportent pour avoir de l'information de premier plan d'abord sur Internet. On est donc bien dans une démarche militante de contournement de ce qu'ils appellent la pensée unique ou le système. Et à l'inverse plus on va militer, moins on va préférer la radio ou les médias traditionnels.

Si nous passons maintenant à la partie que nous avons appelé le Front de demain : quel est leur rapport au parti, qu'en attendent-ils et que font-ils pour lui ? On constate qu'on a affaire à des militants qui sont actifs et qui sont, pour une bonne minorité d'entre eux, avides ou motivés de gravir les échelons. Il convient ici de souligner qu'on a observé tout au long de l'enquête des écarts entre le public qui a été interrogé à l'occasion de l'université d'été, qui représente le cœur militant et qui est le plus politisé, qu'on pourrait appeler l'élite du parti, et les autres adhérents, qui ont été interrogés par questionnaires envoyés chez eux, qui sont davantage des militants de base et qui vont avoir une pratique militante et des responsabilités moindres.

Premier point dans ce chapitre : « Est-ce que en parallèle de votre appartenance au Front national vous appartenez à un syndicat d'étudiants, à un syndicat de salariés ou à une association ? ». On compte des scores extrêmement faibles pour tout ce qui est organisation syndicale et un tiers est adhérent à une association. Dans ce chiffre, il faut englober tout ce qui est association sportive, club de sport, qui peut faire monter assez fort les scores. On serait donc tenté de dire qu'ils sont assez concentrés sur le militantisme qu'ils pratiquent au Front.

Ce militantisme a aussi des effets sur leur sphère ou le réseau relationnel. On s'aperçoit que la plupart d'entre eux – on a vu tout à l'heure qu'ils venaient pour beaucoup de familles frontistes – ont aussi un entourage frontiste. 22 % nous disent que « la plupart » de leurs amis partagent les mêmes idées qu'eux, et 46 % qu'« une bonne partie » d'entre eux partagent leurs idées politiques, on est donc à 68 % qui évoluent dans un univers amical à tendance frontiste.

Plus l'âge augmente, plus le cercle amical va devenir homogène idéologiquement. On peut penser aussi que plus on progresse dans son parcours militant, plus on va être amené à côtoyer d'autres militants mais on va aussi faire le vide autour de soi pour ce qui est des personnes hostiles au FN.

Avant-dernier point, sur l'exercice de responsabilités. 41 % exercent des responsabilités au niveau local au sein du parti, responsable de section ou autre ; 12 % un mandat électif local ; et 9 % des responsabilités nationales. Là encore, l'échantillon est composé pour moitié de personnes qui se sont rendues à l'université d'été et donc on peut avoir des scores qui sont dopés de par ce fait, car c'est un public très investi et militant. Mais cela étant dit, il est intéressant de constater qu'ils sont aujourd'hui avides de prendre d'autres responsabilités. Des responsabilités au sein du parti : 58 % seraient intéressés, soit plus de la moitié. Parmi eux, 50 % par un mandat électif local, un gros tiers par des responsabilités nationales et un tiers également par un mandat électif national, député ou sénateur. Cette question du débouché professionnel au militantisme et de la possibilité de faire carrière au Front national est donc un enjeu important à prendre en compte.

En outre, plus le public sera diplômé, plus il sera en demande ou en disponibilité pour grimper les échelons et prendre des responsabilités au sein du Front national. Encore une fois, les chiffres les plus élevés sont ceux qui concernent les personnes qui ont participé à l'université d'été, et les chiffres en retrait concernent les adhérents de base. Mais, même chez ces derniers, un quart est disponible pour occuper des postes électifs. On a dit tout à l'heure que la transmission familiale dure depuis trente ans ; à l'aune de ces chiffres, on peut se dire que la relève est bien assurée, et qu'elle va faire parler d'elle dans les années qui viennent.

Je terminerai sur « Quels sont les types de pratique militante qui sont effectués ? ». On a à la fois du militantisme classique – distribuer des tracts dans la rue, 44 % le font « très fréquemment ou fréquemment », et 69 % si l'on ajoute l'item « de temps en temps ». Pour le collage d'affiches, les scores sont à peu près identiques. Mais ce qui est intéressant, c'est que les débats politiques sur Internet ou la diffusion d'argumentaires politiques sont eux aussi très pratiqués par cette génération dont on a vu tout à l'heure qu'elle se référerait d'abord et avant tout à Internet pour s'informer. Ce faisant, elle est aussi sur la toile pour faire passer sa vérité à elle. En revanche, le bon vieux porte-à-porte est un peu moins pratiqué, mais il est vrai que c'est un public qui est relativement jeune et qui est peut-être aussi soucieux de sa propre sécurité.

### Joël Gombin

Je vais donner quelques éléments sur les dynamiques actuelles de l'électorat ou des électors du Front national. On n'est plus à

l'échelon des militants, on est à l'échelon de ceux qui votent pour le Front national.

Le vote pour le Front national est un vote qui demeure structuré par ce que les électoralistes appellent des « variables lourdes », c'est-à-dire des variables structurelles, sociologiques qui prédéterminent le vote. Ces variables lourdes résistent. Il s'agit d'abord d'un vote de classe, et on peut même dire aujourd'hui que le vote pour le Front national est probablement de tous les votes celui qui est le plus un vote de classe – ou en tout cas celui pour lequel l'appartenance socio-professionnelle est la plus discriminante.

Mais, pour bien comprendre cette dimension-là, il faut immédiatement préciser qu'elle s'inscrit dans un contexte de redéfinition des oppositions de classe. On n'est plus dans une structure sociale comme celle des années 1960 avec une opposition très marquée entre un monde ouvrier et un monde bourgeois qui correspondrait parfaitement à une opposition politique gauche/droite. Aujourd'hui, ces oppositions se redéfinissent et sont plus complexes. Il faut également souligner le poids du diplôme aujourd'hui. Le niveau d'études est la variable la plus discriminante lorsqu'il s'agit du vote pour le Front national, ce qui tient aux opportunités différentielles qui sont offertes dans l'économie mondialisée contemporaine aux individus.

Dans une estimation du vote pour Marine Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle de 2012 en fonction de la catégorie socioprofessionnelle – à un niveau détaillé, puisqu'il s'agit d'une typologie en 24 catégories socioprofessionnelles –, on voit des estimations extrêmement différentes selon qu'il s'agit des classes populaires, en particulier des mondes ouvriers, mais aussi des classes populaires supérieures, liées

au monde industriel. Je pense aux contremaîtres et agents de maîtrise ou aux techniciens, parmi lesquels aujourd'hui le vote FN est supérieur à 20 % ou 25 % des inscrits, c'est-à-dire, quand on ramène aux exprimés, probablement à 30 % ou 35 %.

À l'inverse, quand on est en haut de la stratification sociale, et notamment dans la portion la plus diplômée, ici les professions libérales, les cadres du public, un peu moins les cadres du privé, le vote FN est extrêmement faible.

Très clairement aujourd'hui, cette position sur l'échelle sociale est déterminante, à telle enseigne que les enseignements qu'on avait pu tirer dans les années 1980 et 1990, où Nonna Mayer disait que le vote FN était le vote de l'atelier et de la boutique, sont de moins en moins vrais. C'est encore vrai pour les artisans, c'est-à-dire la fraction des indépendants qui est la plus proche des mondes ouvriers, mais de moins en moins pour les patrons, y compris de PME, qui, de par le capital économique mais aussi culturel qu'ils possèdent, sont de plus en plus du côté de ceux qui ne votent pas pour le Front national.

Au cours des années qui se sont écoulées depuis 2012, on a assisté à une forme de rééquilibrage. En conservant le niveau des 24 catégories socioprofessionnelles, j'ai comparé l'évolution de la propension à voter pour le FN entre 2012, au premier tour de la présidentielle, et 2015, au premier tour des élections régionales. Quelles sont les catégories socioprofessionnelles parmi lesquelles le vote FN a le plus progressé ? Les chefs d'entreprises de 10 salariés ou plus, les cadres d'entreprises, les cadres et professions intermédiaires retraités, les commerçants et assimilés, les artisans et commerçants retraités... *Grosso modo* tout le secteur privé, les actifs ou les retraités du secteur

privé, et en particulier des échelons supérieurs du secteur privé. On a un phénomène de rattrapage.

À l'autre bout de l'échelle, que trouve-t-on parmi les catégories socioprofessionnelles où le vote FN a plutôt reculé ? Je travaille sur les inscrits, donc je ne prends pas en compte les électeurs qui s'abstiennent. Ainsi, quand, parmi les classes populaires, le vote FN a diminué, ce n'est pas nécessairement parce qu'elles votent moins FN dans l'absolu, c'est simplement qu'elles votent beaucoup moins aux élections régionales qu'à l'élection présidentielle.

Reste que, entre 2012 et 2015, le vote FN a plutôt reculé chez les inscrits, c'est-à-dire en nombre d'électeurs, parmi ces classes populaires. Ce qui peut poser des questions sur ce qui va se passer en 2017 à l'élection présidentielle si ces classes supérieures continuent de voter pour Marine Le Pen davantage qu'en 2012 et si les classes populaires reviennent aux urnes et votent de manière importante pour Marine Le Pen. On serait effectivement dans une forme peut-être pas d'inter-classisme, mais en tout cas de réduction du niveau de discrimination sociale du vote FN.

Pour ce qui est du poids du diplôme, je reprends des chiffres de Nonna Mayer. En 2012, 7 % des électeurs qui ont un diplôme au-dessus de bac+2 contre 27 % des électeurs qui ont un niveau primaire supérieur votent Marine Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle. La différence est énorme, mais je pense qu'il faut l'interpréter non pas en termes cognitifs – les électeurs peu diplômés préféreraient des solutions simples voire simplistes –, mais en termes d'opportunités socioéconomiques offertes aujourd'hui du point de vue du diplôme. Il me semble assez clair que le fonctionnement de

l'économie aujourd'hui fait que les opportunités sont beaucoup plus dépendantes du niveau du diplôme qu'elles pouvaient l'être dans la société industrielle des années 1960.

Une autre variable lourde que je mentionnerai ici est le poids de la variable religieuse. On trouve des choses un peu différentes chez les électeurs par rapport aux militants. Les catholiques pratiquants votent moins que le reste des électeurs pour le Front national. Historiquement, c'est plutôt les électeurs désaffiliés du catholicisme, les électeurs qui se déclarent sans religion qui votaient le plus pour le Front national.

On retrouve ce schéma en 2012, même si la différence n'est pas énorme : 13 % pour ceux qui sont catholiques pratiquants, 20 % pour ceux qui se déclarent sans religion. Ce qui est intéressant, même s'il faut attendre des données consolidées en 2017, c'est que, dans les données à notre disposition sur 2014 et 2015, on constate que cet écart se réduit et qu'aujourd'hui la catégorie qui vote le plus, d'après les enquêtes, pour le Front national, ce sont les catholiques non pratiquants.

L'interprétation que j'en propose est qu'il y a eu un certain nombre d'éléments depuis quelques années qui ont conduit à ce que la référence catholique ne soit plus ni une référence institutionnelle (« j'appartiens à l'Église catholique »), ni une référence doctrinale (« je respecte les paroles de l'Évangile »), mais une référence identitaire (« je suis français parce que je suis catholique et je suis catholique parce que je suis français »). Ce qui explique que ce ne sont pas des personnes qui vont à l'église régulièrement, qui connaissent les Évangiles sur le bout des doigts, mais des gens qui se disent : « Moi, qu'est-ce que je suis ?

Ben je suis catholique. » Manière de dire, je ne suis pas musulman essentiellement, juif éventuellement, et c'est pour ça que je suis français.

On a une mobilisation du référent identitaire catholique qui, au fond, est peut-être un peu comparable à l'opération que fait Maurras à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle quand, au service de son nationalisme intégral, il mobilise le catholicisme pas tant parce qu'il est une grenouille de bénitier mais parce que la religion est selon lui un facteur d'ordre et un facteur d'identité.

Une fois présentées ces variables lourdes, la deuxième idée que je voudrais souligner est la variabilité spatiale de l'électorat du FN. Si l'on prend la carte de l'estimation du vote pour le Front national des ouvriers non qualifiés au premier tour des régionales de 2015, on constate que, pour une même catégorie socioprofessionnelle, cette propension à voter pour le FN varie extrêmement fortement. Ce peut être pour des raisons d'offre politique – celle-ci n'est pas la même dans toutes les régions –, mais, si vous regardez les frontières, cela n'épouse pas toujours les frontières des régions. C'est surtout lié à des raisons à la fois de structuration des sociétés locales et de traditions politiques.

Il y a par exemple un grand trou dans le Massif central assez clairement lié à des traditions politiques des ouvriers très éloignées de celles du FN, structurées par le parti communiste pour partie et par la droite catholique pour une autre partie. À l'inverse, si vous regardez le littoral méditerranéen, vous vous apercevez que les ouvriers votent beaucoup pour le FN, même si l'on dit souvent, à raison, qu'il s'agit d'un FN moins ouvrieriste que dans le Nord. Comme il y a moins d'ouvriers dans la population, en composition c'est vrai mais en pénétration ce n'est pas forcément vrai.

C'est la même chose pour les cadres supérieurs du privé. On a là aussi une variation dans l'espace qui est extrêmement forte. Les cadres supérieurs de manière générale votent peu pour le FN, mais il y a des endroits dans lesquels ils votent de manière importante pour le FN, par exemple dans la région PACA, et plus généralement le littoral méditerranéen.

Une autre idée que je voudrais aborder, parce qu'elle a donné lieu à beaucoup de débats politiques au cours des dernières années, c'est que le clivage centre/périphérie – qu'on parle de gradient urbain, de communes périurbaines, de France périphérique –, structure beaucoup le vote FN aujourd'hui. Je suis en désaccord avec cette idée.

Premièrement, si l'on essaie de décomposer la variabilité du vote FN dans l'espace, d'une région à l'autre ; et puis, au sein d'une même région, d'un département à l'autre et puis, au sein d'un même département, d'une zone d'emploi à l'autre ; et puis, dans une zone d'emploi, selon la typologie des aires urbaines ; et puis, au sein d'un même type de communes, d'une commune à l'autre, on s'aperçoit que l'essentiel des variations est d'un côté au niveau régional, et de l'autre côté d'une commune à l'autre à commune comparable, pour des raisons qui peuvent tenir par exemple à la composition socioprofessionnelle des communes.

Deuxièmement, quand à ce schéma-là on ajoute la composition socioprofessionnelle de la commune (c'est-à-dire qu'on sait, par exemple, que les ouvriers votent davantage que les cadres pour le FN), la variation liée au type de communes auxquelles on a affaire – centre-ville, commune périurbaine, commune rurale – diminue encore. À la fin il ne reste quasiment rien : 0,9 point. C'est-à-dire que, toutes choses

égales par ailleurs, l'influence du gradient urbain est de l'ordre de 1 point sur le vote FN ; on peut dire que c'est quasiment nul.

Je fais partie de ceux qui pensent qu'on a beaucoup surestimé l'importance du clivage centre/périphérie dans l'explication du vote FN. En tout cas, centre/périphérie entre les centres-villes et leurs périphéries immédiates. Parce que, dans le clivage régional, on a aussi du clivage centre/périphérie, ainsi qu'à l'échelle nationale entre la région parisienne qui structure très fortement le territoire et des régions beaucoup plus périphériques. Ce qui ne veut pas dire que cette idée d'un clivage centre/périphérie est absurde mais il faut bien voir à quel niveau il se situe. À mon avis, il se situe plutôt au niveau régional, d'une région à l'autre, qu'au sein d'une aire urbaine.

Par ailleurs, ce clivage centre/périphérie se réduit. Si l'on compare le vote FN au premier tour de la présidentielle de 2012 et au premier tour des régionales de 2015, on s'aperçoit que dans les centres-villes le vote FN a beaucoup plus augmenté que dans les communes rurales. Plus on se rapproche des centres-villes, et plus le vote FN a progressé. On verra ce qu'il en est en 2017 mais en tout cas c'est le signe que ce clivage s'est plus réduit qu'il ne s'est accentué au cours des dernières années.

La troisième et dernière idée est que les déterminants individuels du vote FN sont importants mais qu'il y a également des déterminants contextuels qui le sont, et donc qu'on ne peut réduire les déterminants du vote FN à des facteurs individuels. C'est un débat qu'on a toujours avec nos amis sondeurs... Ces facteurs contextuels peuvent être multiples, la liste est sans doute à compléter, mais je vais en évoquer quelques-uns : l'ethnicité du voisinage dans lequel on vit ou du territoire

dans lequel on vit ; les inégalités de revenus, les inégalités socio-économiques plus généralement ; l'offre de services et de commerces de proximité ; les formes du bâti.

En ce qui concerne l'ethnicité, je vais me référer aux travaux que Jérôme Fourquet a menés sur le sujet dans son livre *Karim vote à gauche et son voisin vote FN*<sup>1</sup> où, à partir du dépouillement des listes électorales et des prénoms des gens sur les listes électorales, on a pu estimer la proportion des prénoms d'origine arabo-musulmane par bureau de vote. Les données que je présente concernent Marseille, mais cela marche à peu près de la même manière partout.

*Grosso modo*, on a une courbe en U inversé, c'est-à-dire que dans les bureaux de vote dans lesquels il y a très peu de prénoms d'origine arabo-musulmane le vote FN est plus faible que la moyenne. Dans les bureaux de vote dans lesquels il y a beaucoup de prénoms d'origine arabo-musulmane, le vote FN est beaucoup plus faible que la moyenne. Par contre, dans les bureaux de vote où cette proportion est intermédiaire, c'est-à-dire des bureaux de vote qu'on pourrait qualifier de mixtes, le vote FN est le plus élevé. Il ne s'agit donc pas simplement de savoir si l'on est blanc ou pas, si l'on est d'origine arabo-musulmane ou pas, mais c'est la question de la rencontre entre les deux, du fait de se côtoyer, qui peut conduire à une augmentation du vote FN.

Un deuxième facteur contextuel sur lequel je voudrais insister est la question des inégalités de revenus. C'est quelque chose qui a été assez peu souligné jusqu'à présent. Il y a une corrélation forte, toutes choses égales par ailleurs, entre les inégalités de revenus qu'on peut

1. Jérôme Fourquet, *Karim vote à gauche et son voisin vote FN*, Éditions de l'Aube/Fondation Jean-Jaurès, 2015.

observer dans un territoire et le niveau du vote FN. Je parle bien d'inégalités de revenus, c'est-à-dire du niveau des disparités existant, et non pas du niveau moyen. Ce que je dis sur les inégalités vaut quel que soit le niveau moyen, même s'il y a une interaction qui fait que lorsqu'on a des très fortes inégalités et un niveau de revenus moyen qui est faible, le vote FN est maximal. Mais même lorsqu'on a un niveau de revenus moyen qui est élevé, plus les inégalités sont fortes, plus le vote FN est important.

Dans des aires urbaines qui sont plutôt pauvres mais inégalitaires, le vote FN est très élevé. Quand on descend et qu'on est dans des aires urbaines qui sont également pauvres mais moins inégalitaires, le vote FN tend à être plus faible. Je parle notamment des aires urbaines de l'ouest, Cholet par exemple. À l'inverse, quand vous allez dans des aires urbaines qui sont plus riches, vous en avez qui sont riches mais inégalitaires et dans lesquelles le vote FN est élevé. On trouve notamment ici la Côte d'Azur, Nice, Saint-Raphaël, Cannes, Antibes.

On retrouve le même phénomène en faisant une modélisation du vote pour Marine Le Pen en 2012 au premier tour de l'élection présidentielle en fonction des inégalités de revenus et du niveau moyen de revenus. Vous voyez que, quel que soit le niveau de revenus, lorsque les inégalités de revenus augmentent, le vote FN augmente. Mais c'est encore plus vrai lorsque le niveau moyen de revenus est faible. Lorsqu'on est dans un territoire qui est pauvre et inégalitaire, c'est là où le niveau moyen de vote FN est le plus élevé. Je précise que ce modèle tient compte de la composition socioprofessionnelle des territoires.

Troisième facteur contextuel que je vais souligner, c'est l'offre commerciale et de services. Jérôme Fourquet a fait une très belle

enquête<sup>2</sup> là-dessus, qui montre que, dans les territoires ruraux, leur présence ou leur absence dans une commune à taille égale a un impact non négligeable sur le vote FN. Par exemple, lorsque vous n'avez pas de bureau de poste dans une commune de moins de 1000 habitants, vous avez à peu près 3,5 points de vote FN en plus par rapport aux communes dans lesquelles vous avez un bureau de poste.

En répliquant cette étude en milieu urbain, par exemple pour Marseille *intra-muros* au niveau des bureaux de vote, on s'aperçoit que la même corrélation existe. Plus la desserte en services et en commerces est dense, plus le vote FN est faible, et inversement. Ce qui est particulièrement intéressant avec Marseille, c'est que c'est une ville très hétérogène du point de vue du tissu urbain. On a des territoires très denses, des territoires beaucoup moins denses, beaucoup moins desservis en commerces, en services publics, donc pas mal de variabilité.

C'est vrai à un moment donné, mais est-ce que c'est vrai en dynamique ? C'est-à-dire quand des commerces ferment ou ouvrent, est-ce qu'il se passe quelque chose ? J'ai eu la chance de pouvoir faire une étude avec la SEMAEST, qui est une société d'aménagement commercial de la ville de Paris. Il se trouve qu'elle a fait des interventions sur certains périmètres précis dans la ville de Paris. On peut voir le avant/après et on s'aperçoit que dans le périmètre d'intervention qui visait à revitaliser le commerce de proximité, en 2014 et 2015, on a à peu près 1,2 point de vote FN en moins par rapport à ce à quoi on aurait pu s'attendre sans cette intervention. *A priori* il y a plutôt bien un effet diachronique, même s'il est relativement modeste.

---

2. Jérôme Fourquet, « L'influence de l'isolement et de l'absence de services et commerces de proximité sur le vote FN en milieu rural », IFOP, Focus n° 135, mars 2016.

Dernier point, les formes du bâti. Je prends l'exemple de Marseille, et plus précisément les XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> arrondissements, qui sont le secteur dont Stéphane Ravier est le maire, mairie donc détenue par le Front national, où j'ai essayé de faire une cartographie des électeurs FN presque à l'adresse<sup>3</sup>. Au sein d'un quartier, on s'aperçoit que la forme du bâti est très fortement corrélée au vote FN. Dans les grands ensembles, HLM ou pas, on a essentiellement des gens qui s'abstiennent aux élections municipales de 2014. Par contre, on trouve les électeurs du FN essentiellement dans du pavillonnaire ou du noyau villageois, donc de l'habitat individuel. Je dis bien « corrélation », je ne dis pas que quand vous faites déménager quelqu'un d'une barre d'immeuble à un pavillon individuel, du jour au lendemain, il va changer son vote. Mais la corrélation est extrêmement forte, on est sur un rapport de presque 1 à 3.

En conclusion, on est aujourd'hui sur un vote pour le Front national qui est depuis 2011 très nettement en voie de consolidation. On a voulu après 2012 se rassurer en invoquant l'abstention. Non, le vote FN progresse en nombre de voix, en nombre d'électeurs, et il a passé en 2014 et en 2015 des paliers tout à fait inédits dans son histoire électorale.

Pour autant, cette progression recèle ses propres tensions et les évolutions sont contrastées. Le FN a progressé dans certaines catégories, il a aussi régressé ou en tout cas a progressé beaucoup moins fortement dans d'autres, ce qui va lui poser des problèmes de stratégie qui ne sont pas simples à résoudre. Quelle stratégie adopter pour

---

3. Joël Gombin, « À Marseille dans les « quartiers nord » : dis-moi où tu habites, je te dirai pour qui tu votes », *Le Monde*, 4 septembre 2016.



parvenir à construire une coalition électorale qui aujourd'hui, clairement, dans l'esprit de ses dirigeants, a vocation à être majoritaire ? Je pense que cela ne va pas du tout être facile compte tenu de ces contradictions.

### Nicolas Lebourg

Je crois que, pour comprendre l'électorat du FN, il faut poser la question de la rencontre entre une offre et une demande. Et, au-delà, il y a la question de la représentation que le parti se fait de lui-même. Là-dessus il faut bien voir que les analyses du vote elles-mêmes participent ensuite à la production de la stratégie.

Quand on parle du débat Marion Maréchal-Le Pen / Florian Philippot, on le ramène trop à l'ancien et au moderne. On oublie que Marion Maréchal-Le Pen dit à l'intérieur du parti que le bassin méditerranéen c'est bon, le Nord-Est c'est bon, et que le parti doit travailler la façade atlantique, que c'est là qu'il y a des marges de progression pour les élections nationales. C'est un choix stratégique qu'elle propose, qui correspond à des questions sociologiques et géographiques.

Il faut saisir que l'extrême droite est profondément porteuse d'une vision du monde. Les aspects programmatiques sont beaucoup plus secondaires. Les programmes peuvent tout à fait évoluer tant qu'ils restent conformes à la vision du monde. Il y a au sein de l'extrême droite une plasticité programmatique qui vous permet de passer sans choc intellectuel, sans choc chez les adhérents, du programme économique ultralibéral des années 1980 au programme actuel qui met en avant l'idée d'un État stratège, protectionniste. Ces aspects programmatiques, pour

aller séduire de nouveaux électeurs, peuvent évoluer par rapport à l'évolution de la demande.

Lors des années 1980, le Front national se définit comme la « vraie droite », et les études montrent que son électorat, celui qu'il commence à gagner à l'échelle nationale à partir des élections européennes de 1984, est un électorat plutôt de la classe moyenne : 21 % des électeurs ayant choisi Chirac en 1981 ont voté Le Pen, contre seulement 3 % de ceux qui avaient voté Marchais. Seuls 9 % des ouvriers ont choisi Le Pen, contre 21 % des commerçants et artisans. La sociologie du vote correspond à la position idéologique. Entre 1984 et 1988, on a un déplacement : on passe à 19 % d'ouvriers en 1988. Il y a un début de prolétarianisation. Et puis, il y a la présidentielle de 1995, où d'un seul coup on a 30 % d'ouvriers, 25 % de chômeurs, 18 % d'employés qui votent Jean-Marie Le Pen. Que se passe-t-il ?

Le Front national fait sa mue d'abord parce qu'il est bloqué au niveau institutionnel, il n'a pas de partenaires pour gagner des seconds tours et participer à des majorités. De plus, sa sociologie électorale a changé, c'est donc à ce moment-là que le Front national va passer à « ni droite ni gauche » parce que cela correspond à la fois à sa clientèle électorale et à son blocage institutionnel. Et cela ne lui pose pas de problème de passer de la « vraie droite » à la ligne « ni droite ni gauche ». C'est un jeu particulier où, avec des clientèles hétérogènes, le parti cherche à se désenclaver et à se réadapter.

Quand elle arrive, Marine Le Pen gagne de nouveaux électeurs avec une évolution de son offre politique par rapport à l'évolution de la demande politique. Quand elle reprend le parti, il est dans la tradition du national-populisme, courant dominant de l'extrême

droite française depuis les années 1880, donc depuis plus d'un siècle, que son père représentait fort bien. National-populisme, c'est l'idée de la république référendaire : un pouvoir fort qui discute directement avec le peuple par référendum. On passe par-dessus les élites qui sont forcément dévoyées, incapables, etc.

Marine Le Pen, quant à elle, s'inspire au départ de ce qu'on a appelé avec Jean-Yves Camus le néo-populisme. Le néo-populisme, c'est Geert Wilders aux Pays-Bas disant : « L'extrême droite, ça n'a plus rien à voir avec le XX<sup>e</sup> siècle. L'extrême droite aujourd'hui défend les valeurs libérales des sociétés européennes. Le totalitarisme, ce n'est pas nous, c'est, en face, l'islam qui porte des valeurs totalitaires. » Geert Wilders met en avant la défense des minorités, les droits des femmes, les droits des gays, les droits des Juifs, etc. Marine Le Pen va savoir s'inspirer de cela. En 2010, elle s'adresse ainsi effectivement aux gays ; elle va aussi envoyer des messages aux Juifs ; elle va investir la question des femmes ; et aux professeurs, je vais y venir.

Enfin, dernier stade sur lequel elle est restée pour l'instant, depuis 2012, malgré son « semi-échec » électoral : la ligne que j'appelle « souverainisme intégral ». Il y a un choix politique simple : d'un côté il y a la souveraineté et l'autorité, de l'autre côté il y a une globalisation qui revient à défaire la France, une globalisation que l'extrême droite nous présente toujours comme une « orientalisation ». C'est Marine Le Pen, quand elle parle de protectionnisme intelligent, qui évoque les importations chinoises. C'est Robert Ménard qui nous dit qu'il ne veut plus de kebabs dans la ville de Béziers, reprenant là un thème de propagande qu'avait utilisé Bruno Mégret après la scission quand son nouveau parti inventait l'offre politique islamophobe en France. Cette phase a montré son efficacité aux élections européennes, qui sont des

élections à un tour. En revanche, elle a montré aux départementales et aux régionales qu'elle ne réussissait pas à transformer l'essai et à gagner les seconds tours. D'où des possibilités d'évolution, si le Front national s'adapte à la demande...

Tout ce discours sur la souveraineté et l'autorité face à la situation d'aujourd'hui, avec un terrorisme transnational et la finance internationale, cela peut avoir une certaine crédibilité.

Le programme des universités d'été du Front national est sorti, cette ligne-là y est encore très présente et on voit la tentative de lier le néo-populisme et le souverainisme intégral. Le FN, qui avait paru ne plus marcher que sur la jambe de la souveraineté, en particulier lors des départementales, retrouve la question de l'identité, or, à rebours de ce qui avait été dit sur la dédiabolisation, c'est ainsi qu'il séduit dans l'électorat de droite. De ce point de vue, le cas de la fonction publique et des enseignants est assez intéressant.

La première fois où le FN tente de s'adresser aux enseignants, c'est dans une note interne en 1992 rédigée par le secrétariat général et qui demande d'aller voir les enseignants pour leur dire que le Front national, c'est la laïcité et que ce qui attaque la laïcité aujourd'hui, c'est l'affaire du voile dans les écoles. Au niveau stratégique, c'est un bon angle, mais qui n'a pas été suivi d'effets. Le Front national n'a pas été en capacité. Il va falloir attendre que l'évolution sociologique se fasse, que la demande se fasse, pour qu'il agisse plus dans ce sens.

Certes, c'est fonctionnel, puisque les enseignants, qui sont évidemment un corps à la base extrêmement difficile pour le Front national, ont, selon les estimations, voté pour Marine Le Pen à 3,9 % en 2012 et à 9,4 % en 2015. On a tout de même une progression forte, mais

elle s'inscrit également dans un désalignement de l'ensemble de la fonction publique vis-à-vis de ce qu'on aurait pu appeler jadis le camp progressiste, et qui s'explique par cette idée de déclin qui prend tous ceux qui ont cru dans l'État providence ou qui ont travaillé pour. Là encore, il n'y a pas que les intentions de vote, il n'y a pas que les votes, il y a aussi les représentations que les gens se font.

Un sondage de 2015 montrait que 15 % des membres de la fonction publique considèrent que les politiques publiques qu'ils mettent en œuvre dans leur travail jour après jour se font effectivement au service, au bénéfice du plus grand nombre en France. Seulement 15 % des fonctionnaires croient que leur travail est réellement utile à la société aujourd'hui... Un autre sondage montrait que, chez les enseignants, 77 % rejetaient la politique éducative menée et la contestaient, en particulier la réforme du collège. Il y a une crise de confiance.

On retrouve cette idée en permanence chez les divers nouveaux électeurs du Front national. C'est la crainte du déclassement individuel vécu comme un écho à la crainte du déclassement de la nation tout entière. Les enquêtes d'opinion donnent plus de 80 % de personnes pensant qu'il n'y a pas assez d'autorité en France. On a aussi plus de 70 % qui disent « oui » à la formule « c'était mieux avant ». On a également 70 % de personnes qui pensent que la laïcité est aujourd'hui menacée en France. Je rappelle que la laïcité est la séparation de l'Église, des Églises, des cultes, et de l'État. Je ne suis donc pas persuadé qu'il y ait demain une théocratie qui prendra le pouvoir en France. C'est pourquoi 70 % est un taux très élevé, qui montre la confusion idéologique qui règne aussi à gauche, tant et si bien qu'après la polémique sur le burkini le ministre de l'Intérieur a dû rappeler ce qu'était la laïcité telle que dite par Jaurès : « L'attachement de tel ou tel citoyen à telle ou telle

croissance, à telle ou telle religion ne saurait être pour lui ni une cause de privilège, ni une cause de disgrâce. »

Le Front national a des intérêts à investir ces nouvelles catégories socialement déclassées, idéologiquement déstructurées. L'extrême droite a longtemps eu cette vieille haine contre les enseignants. Dans l'entre-deux-guerres, Philippe Pétain se rêvait ministre de l'Instruction publique pour mettre au pas tous les instituteurs communistes. Le FN a longtemps mal parlé des enseignants. Quand Marine Le Pen adresse en 2011 une lettre aux enseignants, elle écrit : « c'était une erreur et cette époque est révolue ».

Tous les signaux que le Front national envoie à des segments pour lui nouveaux ne sont pas simplement liés au poids des gens. Au-delà, il y a l'image qu'on donne du parti. Le Front national a retenu une grande leçon – cela lui a pris près de quarante ans – du Parti communiste français des années 1950. Quand le Parti communiste français était en butte à un rouleau compresseur de propagande disant qu'il était le parti de l'étranger, un parti totalitaire, contre les libertés, soumis aux ordres d'une puissance étrangère, il s'est mis à investir de manière massive les instituteurs. La personne à qui vous confiez votre enfant le matin, vous avez confiance en elle. Le Parti communiste s'est ainsi normalisé dans les territoires municipaux, a construit en partie son communisme municipal avec des instituteurs parce que, au-delà de leur poids, il s'agissait d'une normalisation. D'où cette volonté effrénée aujourd'hui du Front national d'aller vers la fonction publique, et en particulier la petite fonction publique.

Je prends pour finir un exemple très simple. Nous sortons de plusieurs mois de polémiques sur le burkini qui nous ont amenés à

beaucoup de débats sur la question des femmes. La question des femmes est une question particulièrement intéressante quand on pense à la sociologie du vote FN. Aujourd'hui, il y a une catégorie où les femmes survotent Front national par rapport aux hommes, ce sont les femmes employées. Les employés hommes sont environ 16 % ; les femmes, 25 % ; et chez les employées de commerce, on monte à 40 %.

Or le fait que 75 % des temps partiels soient faits par les femmes dans ce genre d'emplois peut aider à comprendre ce phénomène du point de vue social. Pourtant, la question des femmes est toujours ramenée à la perspective du néo-populisme, à la question de la grille identitaire. Comment le Parti socialiste en 2012 s'est-il positionné sur la question du droit des femmes ? Il a dit que Marine Le Pen voulait dérembourser l'IVG. Mais les femmes employées ont survoté pour Marine Le Pen parce que toutes ces questions sociétales, toutes ces agitations sur des questions identitaires, si elles participent à la production du vote, ne sont pas le seul élément, elles ne sont pas l'élément final, le déterminant absolu.

Les éléments contextuels sont donc absolument essentiels. Il faut effectivement prendre ces électeurs non pas à plat en disant « les cathos pratiquants votent comme ci », « les ouvriers comme ça », etc., comme on l'a trop fait depuis trop longtemps, mais comprendre que ce sont des individus du peuple souverain qui sont inclus dans un certain nombre de problématiques largement liées à la question de l'espace et à la question de la distribution des revenus.

### Sylvain Crépon

Je vais évoquer la problématique du recrutement militant au sein du Front national et la coupler avec la stratégie électorale. La problématique est assez simple : les militants, et c'est vrai pour tous les partis politiques, sont des gens susceptibles d'être des relais auprès des électeurs ; ce sont eux qui vont être mis en avant, ce sont eux qui vont faire les campagnes électorales, qui vont distribuer des tracts sur les marchés et éventuellement faire du porte-à-porte. De plus, les adhérents et les militants sont de potentiels candidats. On ne parle pas ici de la présidentielle mais des élections locales, voire des élections législatives. Et ceci est un point particulièrement sensible pour le Front national.

Je ne vais pas m'étendre sur les enjeux classiques du recrutement militant. Ils sont d'abord internes. Diriger une grosse fédération permet de peser dans l'appareil, de diffuser ses idées, ses points de vue, ceux-ci variant en fonction des implantations géographiques. Pour ne prendre qu'un seul exemple, lors d'un meeting à Perpignan Louis Aliot peut louer sous les ovations la mémoire de Jean Bastien-Thiry, instigateur de l'attentat du Petit-Clamart contre le général de Gaulle, chose que Steeve Briois ne va pas faire à Hénin-Beaumont, parce que Bastien-Thiry n'y est pas un référentiel. Les enjeux sont également externes, puisque disposer d'une assise militante extrêmement importante permet de montrer l'assise populaire du Front national que l'on va s'appliquer à visibiliser lors de meetings ou de défilés.

Là où je veux en venir, c'est que, aujourd'hui, dans cette problématique du recrutement militant et du recrutement de candidats, le Front national est face à un double dilemme. Premièrement, lorsqu'on interroge des sympathisants, des électeurs et même des militants, la

phrase qui revient le plus souvent est : « Les candidats du Front national, ils nous ressemblent. » Quand ils disent cela, ils disent : ils nous ressemblent sociologiquement et cognitivement. Ce sont des gens qui parlent comme nous, qui exercent la même profession que nous et qui, même s'il y a des disparités, même si les candidats sont un peu surdiplômés par rapport aux électeurs, partagent un référentiel commun. C'est quelque chose de fondamental, qui parle aux électeurs et qui contribue à mon sens à la légitimité du Front national, et qui est peut-être à travailler pour les autres partis.

L'autre aspect qui revient chez ces mêmes sympathisants, ces mêmes électeurs, voire chez les militants et même les dirigeants, c'est la pleine conscience que le Front national n'est pas en capacité d'exercer le pouvoir, c'est-à-dire qu'il y a un déficit de ressources du personnel, y compris chez les candidats ; la conscience que si demain Marine Le Pen devient présidente de la République et qu'il y a une majorité frontiste à l'Assemblée nationale, le parti aura bien du mal à constituer un gouvernement dans ses rangs. Plusieurs dirigeants frontistes de premier plan m'en ont fait part dans le cadre d'entretiens de façon tantôt embarrassée, tantôt amusée. Par exemple, un ancien secrétaire général m'a dit : « De toute façon, si on a la majorité, ça va drainer des adhésions de la part de gens de la droite, et donc on va pouvoir les investir », tout en ajoutant : « Oui, mais, du coup, il va falloir sauver sa place. »

Je commence par la problématique des candidats. On a vu lors des différentes élections que le Front national peinait à investir des candidats, notamment lors des dernières municipales, où le Front national a investi 597 listes, de mémoire, sur 36 000 communes, ce qui est peu. Cela dit, pour les départementales, il a réussi à constituer des binômes dans plus de 90 % des circonscriptions.

Cet enjeu du recrutement, ce qui peut pousser un adhérent, un militant à franchir le pas et à accepter de devenir candidat pour le Front national, est une question à laquelle je m'intéresse particulièrement dans mes travaux.

La première cause est une opportunité de notabilisation. Le Front national offre des opportunités de carrière à un public qui ne se voit absolument pas offrir la même opportunité dans les autres partis. Ces opportunités de carrière sont une des raisons de l'attrait, de l'adhésion en faveur du parti frontiste, même si la visibilité en tant que candidat FN est quelque chose qui a encore un coût, et qui peut parfois conduire certains à hésiter à franchir le pas.

Pour appuyer cette problématique de la notabilisation, je prendrai deux chiffres. Lors des dernières départementales, 26 % des candidats FN étaient des employés ; à titre comparatif, ils étaient 13 % au PS. 4 % étaient des ouvriers ; à titre comparatif, moins de 1 % au PS. Quand on voit que ces catégories, ces candidats constituent autant de relais auprès des catégories électorales que l'on veut toucher, on comprend que le FN surfe sur un registre dans lequel il est relativement à l'aise.

Ayant parfaitement conscience de cela, le Front national se dit qu'il faut contrôler ses militants pour former ces futurs candidats. Je suis ces enjeux de la formation depuis plus de vingt ans en faisant des enquêtes de terrain au sein du Front national. J'ai assisté à plusieurs de ces formations et j'y ai vu une évolution fondamentale. Dans les années 1990, c'était une formation essentiellement idéologique. On essayait d'enseigner les fondamentaux du nationalisme. On familiarisait les militants avec la rhétorique « ethno-différentialiste » de la nouvelle droite : on ne parle plus de races mais de cultures ; on ne parle plus de la supériorité mais de la nécessité de préserver les différences. Il fallait

par ailleurs faire bonne figure et montrer que les frontistes n'étaient pas tels que les médias les présentaient. Aussi un autre aspect des formations consistait-il à faire du « media-training » afin de montrer les militants frontistes sous un jour à la fois moderne et avenant. Or la doctrine idéologique aujourd'hui a quasiment disparu des formations. Il n'y a plus de référentiel historique, il n'y a plus de référentiel idéologique. Les figures emblématiques du nationalisme comme Maurras ou Barrès ont disparu des brochures militantes alors qu'elles y figuraient encore en bonne place dans les années 1990.

Aujourd'hui, la formation consiste en deux choses. Une part gestionnaire – apprendre à gérer une collectivité locale – et une autre part de formation politique. J'ai assisté à une formation de candidats à la députation en 2012 où l'on faisait un b.a.-ba de science politique sur le rôle du député. Quel est le rôle du député ? C'est de voter des lois ! Mais il y avait des candidats frontistes présents à la formation qui ne le savaient pas... Il fallait donc le leur enseigner. Cela peut prêter à rire, mais il faut se rappeler, encore une fois, que ce public sociologiquement et culturellement défavorisé a de réelles opportunités de carrière au FN et que cela devrait plutôt nous faire réfléchir sur la ségrégation que ces mêmes catégories peuvent subir dans les autres partis et aux enjeux que constitue la formation pour y remédier.

L'autre enjeu de la formation au FN, on l'a vu également lors des élections, et notamment des élections municipales et départementales, c'est la crainte des dérapages. Il faut apprendre aux militants à se contrôler. Il faut apprendre aux militants à se présenter. Il faut apprendre aux militants à mener une campagne électorale, c'est-à-dire à établir un communiqué de presse, prendre lien avec la presse, exploiter opportunément un fait divers qui est relayé dans les médias. Et c'est

devenu d'autant plus aigu depuis qu'on a vu, lors des départementales de 2015 et déjà des municipales de 2014, des candidats qui dérapaient allègrement avec des déclarations racistes, homophobes, sexistes, et brouillaient le message de la dédramatisation.

J'en arrive au second dilemme : la radicalité demeure encore aujourd'hui une ressource politique, une ressource idéologique, une ressource militante, en ce sens qu'elle permet de mobiliser. Je citerai les travaux d'Alexandre Dézé, qui a montré que, depuis sa création, le Front national s'exprime à travers cette perpétuelle tension entre normalisation-dédramatisation et radicalité, puisque c'est ce qui distingue le Front national des autres partis dans le champ et dans l'offre politiques.

Il y a eu tout récemment certains recrutements médiatisés de la part du Front national qui me semblent tout à fait emblématiques de cela. Par exemple, en 2015, le recrutement de Philippe Vardon dans le *staff* de Marion Maréchal-Le Pen en PACA est emblématique de la conscience qu'il faut continuer à donner des gages de radicalité à une partie de la base de l'appareil. On évacue les crânes rasés, on évacue les Yvan Benedetti ou les Alexandre Gabriac prompts au coup de poing ou à la déclaration antisémite facile. On s'en sépare mais dans le même temps on va médiatiser des recrutements de personnes venant de la mouvance identitaire, sans doute moins sulfureuse, et qui sont par ailleurs extrêmement bien formés à la communication politique, aux relations avec les médias. Au demeurant, Philippe Vardon est extrêmement populaire au sein du Front national. Son image de radical constitue d'ailleurs une ressource que le FN local n'hésite pas à mettre implicitement en avant. Ce qui distingue d'ailleurs Philippe Vardon de ces candidats un peu loufoques qui avaient dérapé, ou gaffé, c'est qu'il a intégré l'impératif d'autocontrôle qui est celui aujourd'hui du Front

national. C'est quelqu'un qui sait se tenir. C'est quelqu'un qui sait transformer son discours, qui sait rendre audible un discours identitaire radical pour que celui-ci finalement colle aux impératifs démocratiques, voire républicains qu'on attend de la plupart des partis qui s'inscrivent dans la compétition électorale.

À l'inverse, ce qui est très intéressant à voir lorsqu'on fait du terrain au sein du parti – et je pense que les journalistes qui font du terrain s'en sont rendu compte –, c'est que la normalisation peut être contre-productive. Je suis assez impressionné de voir à quel point Florian Philippot passe très mal au sein de l'appareil militant. Il incarne l'« énarchie » que Jean-Marie Le Pen ne cessait de brocarder. Certes, Philippot est arrivé quatrième lors du dernier congrès mais, étant donné le poids qu'il a dans l'appareil et dans les médias, c'était plutôt une contre-performance. Cela va être tout l'enjeu dans le cadre des prochaines élections pour le Front national que d'être capable de manier ses contraires entre stratégie de la dédramatisation et offre radicale de façon à être audible par ses multiples électeurs.

## TABLE DES MATIÈRES

**Introduction de Jean-Yves Camus** ..... 5

**Interventions** ..... 7



COLLECTION DIRIGÉE PAR GILLES FINCHELSTEIN  
ET LAURENT COHEN

ISBN : 978-2-36244-103-5

© ÉDITIONS FONDATION JEAN-JAURÈS  
12, CITÉ MALESHERBES - 75009 PARIS  
[www.jean-jaures.org](http://www.jean-jaures.org)

Une publication conjointe de la Fondation Jean-Jaurès  
et de la Fondation européenne d'études progressistes,  
avec le soutien du Parlement européen



Réalisation : REFLETS GRAPHICS  
Imprimé en France par l'imprimerie BURELOR  
DÉCEMBRE 2016



**SYLVAIN CRÉPON**  
**JÉRÔME FOURQUET**  
**JOËL GOMBIN**  
**NICOLAS LÉBOURG**  
**DOMINIQUE ALBERTINI**

## PORTRAIT-ROBOT D'UN ÉLECTEUR DU FRONT NATIONAL

L'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean-Jaurès s'est penché sur le profil sociologique et idéologique des électeurs du Front national et a mené, à cette occasion, une enquête exclusive sur les jeunes adhérents du FN.

Cette rencontre, qui a eu lieu le 8 septembre 2016 à Paris, a réuni les trois chercheurs Joël Gombin, Sylvain Crépon et Nicolas Lebourg, qui ont croisé leurs regards avec celui d'un sondeur, Jérôme Fourquet. Le débat était animé par le journaliste Dominique Albertini.

**Sylvain Crépon** est membre de l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean-Jaurès, maître de conférences en science politique à l'Université de Tours.

**Jérôme Fourquet** est directeur du département « Opinion et stratégies d'entreprise » de l'Ifop.

**Joël Gombin** est membre de l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean-Jaurès, politiste (CURAPP-ESS/Université de Picardie-Jules Verne).

**Nicolas Lebourg** est membre de l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean-Jaurès, chercheur associé au Centre d'études politiques de l'Europe latine.

**Dominique Albertini** est journaliste à *Libération*.

[www.jean-jaures.org](http://www.jean-jaures.org)



ISBN : 978-2-36244-103-5

9 782362 441035 3 €

FOUNDATION FOR EUROPEAN  
PROGRESSIVE STUDIES  
FONDATION EUROPÉENNE  
D'ÉTUDES PROGRESSISTES



Fondation  
Jean Jaurès